

Déclaration de la population de Dosso

Nous mettons en garde par ailleurs la DCTR, de considérer que Dosso ne voudra pas d'elle

LE NOUVEAU

RÉPUBLICAIN

Hebdomadaire Nigérien
d'Informations Générales



10^{ème} Année
N° 508 du 25 Janvier 2024

Prix
300 F CFA
Exigez votre
monnaie

Précisions sur la durée de la détention du président Mahamane Ousmane suite au coup d'Etat du Colonel Baré du 27 janvier 1996.

Depuis plusieurs semaines, circule sur les réseaux sociaux l'information inexacte selon laquelle, l'ex Président Mahamane Ousmane a été détenu «durant plusieurs semaines dans les casernes» après le coup d'Etat du 27 janvier 1996 du Colonel Ibrahim Baré Mainassara, alors Chef d'Etat-major général des Forces Armées Nigériennes (FAN). Ce coup d'Etat, il faut le rappeler, est intervenu suite à une crise institutionnelle qui a débuté en janvier 1995 à l'occasion de laquelle, toutes les initiatives des médiations nationales et internationales avaient échoué.

Au regard de la délicatesse de la situation politique actuelle de notre pays, j'ai le devoir d'apporter à l'opinion nationale et internationale, les précisions ci-après : immédiatement après l'opération militaire menée au Palais des Congrès qui a permis de "prendre" le président Mahamane Ousmane et deux de ses partisans qui participaient au Congrès de leur parti, le CDS Rahama. Le président Ousmane a été détenu dans un premier temps au Bataillon et ensuite à la caserne de Tondibia. Il a été libéré le mercredi 31 janvier 1996 totalisant ainsi cinq (5) jours de détention dans les casernes. Dès le premier jour, de détention le Colonel Baré a confié la Sécurité du président Ousmane au Sous-officier d'Ordonnance et l'a instruit d'assurer son alimentation avec des repas préparés par la propre mère (du Colonel Baré). Ce qui a permis au président détenu de se restaurer en toute sécurité. Le président détenu Mahamane Ousmane,

Suite à la page 2

Exploitation et commercialisation de l'or

Un coup de pied dans la fourmilière est nécessaire



France : L'impossible reconquête du Niger....

Chroniques d'une bataille perdue à jamais !



Conduite de la transition

Les attentes fortes des Nigériens déclinées par le FPS

Fonds de solidarité pour la sauvegarde de la patrie

Un instrument qui risque de fléchir à travers l'ordonnance N° 2023-18 du 21/12/23

Suite à la page 1

par prudence, a même eu à «charger» le Sous-officier de dire à la mère du président Baré de cuisiner elle-même les repas qui lui sont destinés. Il importe de préciser que l'élève Ibrahim Bare et Mahamane Ousmane ont été condisciples à l'Ecole Birni de Zinder dont le père, Baré Mainassara était le Directeur de 1960 à 1962. Le second a retrouvé le premier au Lycée National à Niamey. Le Colonel Baré a été Chef d'Etat-major particulier du président Ousmane de 1993 à 1994. En tant que Chef suprême des armées, Il a co-signé le décret de nomination du Colonel Baré comme Chef d'Etat major général des FAN en 1995. Le Président Baré, contrairement aux quatre (4) présidents renversés par des coups d'Etat, (Djori; Ousmane, Tandja et Bazoum n'a malheureusement pas eu la chance d'être détenu dans une caserne ou une prison. Ses bourreaux, téléguidés par des hommes politiques pressés en connivence avec des puissances extérieures connues, n'ont pas eu le courage de l'arrêter et encore moins d'assumer publiquement son assassinat à l'arme lourde dans le dos en prétextant un accident malheureux par le discours le plus cynique de l'Histoire politique du Niger, voire du monde. Le Général Abdourahmane Tiani et ses compagnons du CNSP sont avertis.

Djibrilla Baré Mainassara
Délégué à la Conférence Nationale Souveraine
Ancien Conseiller spécial du Président Baré
Candidat à l'élection présidentielle 2020-2021

Conduite de la transition

Les attentes fortes des Nigériens déclinées par le FPS

Le Front patriotique pour la souveraineté (FPS) a rendu publique une déclaration, samedi 20 janvier 2024, sur la situation sociopolitique internationale et nationale, au siège de la Maison du Citoyen à Niamey. A travers cette énième sortie médiatique du principal regroupement associatif civil, à l'avant-garde de lutte ayant contribué au départ des troupes militaires françaises de notre territoire, il s'est agi pour le FPS de décliner les attentes légitimes du peuple nigérien dans le cadre de l'affirmation et de la consolidation de notre souveraineté nationale.

Aprésent que les militaires français sont partis, quelles sont les actions concrètes attendues du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), l'organe politique de la junte militaire auteur du coup d'Etat qui a renversé le régime du président Bazoum Mohamed du 26 juillet 2023 ? Six mois durant, les Nigériens ont crié à l'union "Laabu Sani No", "Zancen Kassa Né", ces slogans doivent se traduire désormais en actes concrets, selon le Front patriotique pour la souveraineté. La première attente porte sur la question sécuritaire, qui reste encore précaire dans la région de Tillabéri et particulièrement "dans la zone des trois frontières où les terroristes ont installé leur quartier général dans la bande frontalière avec le Burkina Faso et le Mali" pour semer la terreur et la désolation.

Cette préoccupation majeure doit être prise à bras le corps à travers des mesures idoines pour sécuriser les populations et leurs biens, tout évitant d'éventuelles bavures comme celle enregistrée récemment dans la localité de Tchawa où des populations civiles ont trouvé la mort suite à un bombardement aérien mal ciblé. Le FPS demande au CNSP une prise en charge intégrale des blessés de cette bavure militaire et le dédommagement des familles des victimes.

Sur le plan social

L'éducation est le premier secteur sur lequel la déclaration a mis l'accent. Il s'agit de promouvoir la qualité de l'enseignement à travers la revalorisation du revenu des enseignants et en tenant compte du besoin de marché, pour lutter efficacement contre le chômage massif des jeunes diplômés. Après l'éducation, les investissements



doivent se faire dans le secteur agricole "en vue de l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire pour ne plus dépendre de l'extérieure après avoir été coupé des céréales suite à la fermeture des frontières". Ensuite vient l'énergie dont nous avons tous vu les limites de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur avec les sanctions illégales et sauvage de la CEDEAO contre notre pays. Pour ne plus revivre cet épisode douloureux, le FPS suggère la dotation de notre pays "en infrastructures énergétiques afin de tourner la page sombre de notre histoire dans ce domaine".

La quête justice sociale

L'attente forte des Nigériens au cours de cette transition militaire, c'est de voir les autorités sanctionner durement, pour l'exemple, tous ceux qui sont trempés dans des actes de malversations à des postes de responsabilités étatiques. Mais aussi de promouvoir l'excellence, le mérite et la probité dans le cadre de la gestion des biens publics.

"Les nigériens veulent de la réconciliation, mais une réconciliation d'avec les institutions de la République auxquelles ils auront confiance ; oui les nigériens ont besoin d'un pays stable mais pas au point de le transformer

en un eldorado aux délinquants financiers et aux criminels qui ont leurs mains tachées de sang. Les nigériens rêvent d'un Niger qui sanctionne et punit sévèrement les nationaux récalcitrants qui ont voulu l'asphyxier et qui l'ont livré à ses ennemis à un moment donné encore récent de l'histoire", ", a clarifié le Front patriotique. Il faut désormais mettre fin à l'opacité dans la gestion des ressources publiques, selon le regroupement associatif, qui demande au CNSP à faire toute la lumière sur les récentes saisies d'importantes quantités d'Or opérées à l'aéroport d'Ethiopie en provenance du Niger. Ces attentes sont assorties de revendications par rapport à l'abrogation d'un certain nombre de lois conférant des avantages liés à l'occupation de certaines fonctions politiques. Sur ce registre, le Front Patriotique a exigé l'abrogation de la loi instituant une retraite parlementaire et la dissolution de la Caisse de Retraite des Parlementaires ; la loi portant rehaussement de l'âge de la retraite à 62 et le recrutement des jeunes à la fonction publique ; et la loi accordant des avantages aux anciens PRN, PAN et PM.

Tawèye

Déclaration de la population de Dosso

Nous mettons en garde par ailleurs la DCTR, de considérer que Dosso ne voudra pas d'elle

Nous, populations de Dosso, réunies au sein du comité régional de soutien au CNSP et du MOUVEMENT M62, faisons la déclaration suivante:

Cela fait plusieurs semaines maintenant qu'une organisation de la société civile dénommée Dynamique Citoyenne pour une Transition Réussie est en train de battre le pavé à travers les capitales régionales de notre pays. Le but officiellement décliné de cette tournée est de mettre en place les structures régionales, mais aussi de prendre contact avec les nigériens de l'intérieur du pays pour dit-on une synergie dans la lutte pour la souveraineté totale du Niger aux cotés du cns. Une telle initiative n'a en principe rien d'anormal, sauf qu'à regarder de trop près les acteurs et animateurs de cette organisation, tout esprit averti douterait de sa sincérité et ne manquerait pas de se dire qu'il s'agit ni plus ni moins d'une dynamique sournoise contrerévolutionnaire.

En effet, c'est dans les cendres encore fumante du régime déchu que surgit tout à coup ce regroupement d'acteurs zélés qui, il y a seulement six mois s'évertuaient à défendre et à justifier les forfaitures du régime du PNDS, pendant que notre pays sombrait dans le chaos pour cause de l'une des pires formes de gouvernance que notre époque moderne ait rarement connue. Ces résidus du démoniaque régime déchu disent accompagner le cns dans l'œuvre de refondation. Seulement, leur contraste avec le décor actuel est si flagrant que pour le vrai peuple innocent du Niger, cela sonne comme une insulte à l'endroit du peuple et son sincère élan à véritablement bâtir un Niger désormais débarrassé de ses ennemis intérieurs et extérieurs.

Leurs activités menées de façon ostentatoire et désinvolte prouve, si besoin est, qu'ils sont pistonnés et soutenus par de puissants gourous à l'œuvre dans l'ombre, avec la bénédiction de certains milieux en haut lieu. Pour les observateurs attentifs de la scène sociopolitique au Niger, cela augure d'un rendez vous avec le



péril, car visiblement, et on peut aisément s'en convaincre, la révolution du peuple nigérien pour son indépendance totale est en train d'être minée et aliénée par la France et ses alliés de l'OTAN à travers de vils et serviles nigériens qui dans une attitude condescendante narguent le valeureux peuple nigérien.

Cependant, le valeureux et désormais averti peuple nigérien a compris la machination de sieur SIDIBE et de ses compagnons, au service de l'alpha et de l'oméga du mal au Niger, l'ancien président Issoufou Mahamadou. La chose devient plus grave, lorsque ces ennemis avérés du peuple sont accueillis et adoués dans les salons officiels de nos régions. OUI. Le peuple nigérien est en train d'être progressivement frustré par l'attitude des autorités de la transition qui déroulent le tapis rouge à ces ennemis de notre sincère révolution. Leur agenda est connu. Saboter, dévier et récupérer la révolution pour l'aliéner et la rendre inopérante afin de remettre ISSOUFOU Mahamadou en scelle et nous ramener dans le giron français.

Dans cette lutte pour la souveraineté, les populations de Dosso ont été en premières lignes, dès les premières heures de l'avènement du CNSP au pouvoir, à apporter leur soutien ferme à nos vaillants soldats ayant extirpé le pays des griffes du régime déchu. IL est donc bien clair que nous resterons toujours debout pour contrecarrer toute tentative de sabotage ou de récupération de la révolution de laquelle les nigériens attendent beaucoup. Au regard donc de la situation actuelle, nous, organisations de soutien au cns, réunies

au sein de la coordination régionale de soutien au CNSP, demandons aux autorités :

Au nom du respect que mérite le peuple nigérien dans son noble combat pour sa souveraineté, de faire immédiatement cesser les actes de sape et de sabotage de la révolution opérés par la DCTR, D'écouter le peuple dans son désir de justice en mettant au grand jour le rôle joué par le grand gourou Issoufou Mahamadou dans les souffrances endurées par le peuple,

De considérer que les agissements de SIDIBE et de sa bande au service de ISSOUFOU Mahamadou et de la France sont une insulte à l'endroit du vrai et fier peuple du Niger dans son noble combat pour un avenir meilleur,

Nous mettons en garde par ailleurs la DCTR, de considérer que Dosso ne voudra pas d'elle, et que toute action de sa part tendant à vouloir mettre en place une coordination régionale, sera interprétée et comprise comme une provocation. Alors qu'elle s'en garde.

Nous saluons par ailleurs les multiples efforts du CNSP, pour sa gestion sécuritaire ayant permis le retour des populations et la restauration d'un climat paix et de quiétude dans certaines zones de notre pays dévastées par l'insécurité.

Le courage et la bravoure de nos FDS, engagés dans le combat quotidien pour sécuriser l'ensemble du territoire nigérien.

Saluons également le courage du peuple nigérien résilient et déterminé à arracher sa souveraineté.

Sur le plan diplomatique; la diversification de partenariats sincères comme en témoigne la dernière offensive du gouvernement vers la RUSSIE, l'IRAN, TURQUIE et la SERBIE.

Sur tout un autre plan, demandons au CNSP et au gouvernement, d'éclairer l'opinion sur les mystères de la prétendue cargaison d'or saisie en ETHIOPIE, objet de grande polémique.

VIVE LE NIGER

En avant pour le combat, la patrie ou la mort, nous vaincrons!

Vente de produits alimentaires avariés sur le Marché

L'entreprise Dan-Takoussa serait-elle la seule ?

En Octobre 2023, nous aurions appris que le Ministre du commerce a mené une visite inopinée dans certains centres commerciaux de la capitale. A ladite occasion, c'est avec stupéfaction, qu'on aurait toujours appris que l'autorité compétente aurait pris en flagrant délit des agents de l'entreprise Dan Takoussa entrain de falsifié les dates de péremption de certains produits alimentaires. Malheureusement, nous apprenons que le service en charge de la question a certes pris des mesures drastiques à ce niveau mais plus loin, il nous a été confié que ladite



entreprise n'a encouru aucune sanction rigoureuse car il ne faudrait surtout pas refuser d'admettre que les auteurs de telles infractions méritent d'être sévèrement punis par la loi surtout qu'il s'agit d'une affaire de santé. Notons bien que ce n'est pas la seule entreprise qui agit de

la sorte, elles sont nombreuses et de surcroit seraient les entreprises appartenant aux grossistes de la ville que même les aveugles connaissent non pas à vue d'œil mais au vu du poids qu'ils font dans le business. De source sûre, un habitué des locaux de L'entreprise Houdou Younoussa nous a sans ambages confié que même à leur niveau de telles pratiques auraient lieu. Quitte maintenant à vérifier dans les règles de l'art. Et pour ce, nous supposons que le Ministère en charge de la question en est maître. En somme, il est important de préciser que nombreux sont les produits alimentaires avariés

qu'on nous revend sur le marché; aux risques et périls du consommateur. Dans quel monde sommes-nous ? Tout ça pour de l'argent ! Nous invitons une fois de plus de par ce fait, les services compétents à plus d'ardeur et les consommateurs à plus de vigilance. D'ailleurs ce n'est pas la première fois que nous lançons de telles alertes et je crois bien que ce n'est que le début car, tant que ces sales pratiques continueront de battre leur plein, nous aussi, ne nous lasserons pas de partager ce que nous voyons et entendons en terme d'informations.

Amadou. I

France : L'impossible reconquête du Niger....

Chroniques d'une bataille perdue à jamais !

I – La page historique de l'année 2023 tournée

2023 aura été l'année historique qui marquera le déclin définitif, et (irréremédiablement) irréversible de la domination néo-coloniale française en terre sahélienne d'Afrique. Cette descente aux enfers de l'impérialisme français a démarré au Mali, qui a connu un double coup d'État souverainiste en 2020 et 2021 ; puis en Guinée-Conakry en septembre 2021 ; au Burkina Faso, théâtre également d'un double coup d'État souverainiste en janvier et septembre 2022 et enfin au Niger, où le coup fatal a été assené à la France le 26 juillet 2023. Ce dernier épisode (pour l'année 2023) de la chute des régimes eurafricains et usafricains et de surcroît impopulaires et totalement inféodés à l'impérialisme français a été très mal digéré par la junte néo-coloniale française ; le Niger constituant le dernier bastion d'une région qui a toujours été considérée comme le pivot de la "Françafrique" et le pays où l'Elysée s'attend le moins à prendre une si assourdissante gifle. Le Niger est par excellence, le pays où en si peu de temps, l'impérialisme français a connu tous les déboires inimaginables. En effet, du 26 Juillet 2023 à ce jour, le contingent militaire français au Niger a été prié de plier bagage (le dernier soldat ayant embarqué le 22 Décembre dernier), l'ambassadeur de France déclaré persona non grata a honteusement quitté le Niger, la fermeture du Centre culturel franco-nigérien, les signaux des média RFI et France 24 suspendus, la compagnie aérienne Air France et tout autre aéronef français interdits de survol de l'espace aérien nigérien, le retrait du Niger du G5 Sahel (organisation au service exclusif de la France), la suspension des relations avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), le retrait de l'accord autorisant le déploiement de la Mission militaire de partenariat de l'Union Européenne au Niger (EUMPM), l'abrogation de la loi n° 2015-36 du 26 mai 2015 criminalisant toutes



les activités liées à la migration irrégulière, les gouvernements malien et nigérien de publier un communiqué commun dans lequel ils dénoncent les conventions signées avec la France sur la non double imposition, etc... ; bref, il ne reste plus que la coopération monétaire à rompre avec la France néo-coloniale et la création d'une monnaie déliée commune sous-régionale. Cela aussi ne saurait tarder avec la création de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) qui va dans les mois à venir faire tache d'huile dans l'espace ouest-africain (au grand dam de certains larbins chefs d'Etat de la CEDEAO et de l'UEMOA dont les cas ne méritent pas qu'on s'y attarde). Ne pouvant plus continuer à supporter cette humiliation, la France décide unilatéralement de fermer son ambassade au Niger, qui selon Paris, ne peut « plus assurer ses missions » ; une décision extrêmement grave pour le Quai d'Orsay. Jamais dans l'histoire de la 5ème République, la France n'a vu ses relations se dégrader aussi rapidement. Autant la honteuse et historique débâcle de Dien Bien Phu en 1954 au Viet-Nam subie par le Général De Gaulle, autant la France de Macron ne se remettra jamais de l'humiliation vécue en terre africaine du Niger. Pourtant, les signes avant-coureurs de cette débâcle de l'impérialisme français étaient perceptibles dans plusieurs pays d'Afrique dite "francophone", depuis quelques années.

II - La France n'a qu'à s'en prendre à elle-même

En réalité, la "débâcle" française en Afrique a commencé depuis plus de deux (2) décennies. Le rôle de "gendarme de l'Afrique" dont se targuait la France dans le cadre de la guerre froide est devenu caduc et certaines puissances (États-Unis, Russie, Chine,...) se sont engouffrés dans ce qui était supposé être le pré carré français. Outre ces puissances, se sont invité sur le terrain africain de confrontation des puissances étrangères, les pays émergents (Turquie, Inde, ...et dans une moindre mesure, certains pays du Golfe). La France "somnolant sur ses lauriers" pensait naïvement que ses parts de marché, le FCFA, les accords d'exploitation des ressources extractives stratégiques, la coopération militaire (21 accords de coopération militaire et 11 accords de défense ou accords de partenariat de défense avec certains pays africains),... sont des acquis irréversibles. En effet, la période exceptionnelle de quasi-monopole de la France dans ses anciennes colonies d'Afrique commençait sérieusement à s'éroder ; pour preuve, la part relative de commerce de la France sur le continent de chuter de 15 à 7,5% entre 2000 et 2020 contre 27% pour la Chine. Les autres pays émergents, tels l'Inde et la Turquie, taillent des croupières à la France dans son ancienne chasse-gardée. Parmi ses propres

partenaires et "frères" européens, l'Allemagne a détrôné la France en 2018 comme premier fournisseur européen de l'Afrique, sans parler de l'Espagne et de l'Italie. En très bon stratège, l'ex-Union Soviétique a formé (depuis les années 60) de milliers d'étudiants africains dans les universités et instituts soviétiques, dans des domaines stratégiques (pétrole, nucléaire, défense,...), ce que la France n'a pas daigné faire (après plus de 55 ans d'exploitation d'uranium et d'exploration pétrolière entamée par des sociétés pétrolières françaises avant l'indépendance, la France n'a, par égoïsme et jalousie formé aucun technicien, encore moins un ingénieur nigérien dans les secteurs du nucléaire et du pétrole ; ce qui n'était pourtant pas le cas de l'ex-Union Soviétique ou de la Chine Populaire). N'en déplaise à la France, ces milliers de cadres africains formés en ex-Union Soviétique et en Chine sont aujourd'hui les "ambassadeurs" de la Russie et la Chine en Afrique, et c'est ce qui provoque la haine viscérale de l'Elysée vis-à-vis des régimes militaires souverainistes accusés d'être à la solde de Moscou. Les partenaires non occidentaux des pays africains, ont en l'espace de deux (2) décennies fait beaucoup mieux en termes d'investissement que les français après plus d'un siècle de présence. Ici au Niger, en matière d'infrastructures, il a fallu le 15 février 2022 pour que la France érige un minable et ridicule édifice à Niamey, dénommé "Maison de l'Uranium" (pour un coût de près de 10 milliards FCFA), laissant la route dite de l'uranium dans un piteux état de dégradation. Ce qui intéresse la France, c'est le transport jusqu'au port de Cotonou de l'uranate avec les camions nigériens (à leur risque). Avec la fermeture de son ambassade à Niamey, la France a de son propre gré rompu les relations officielles et diplomatiques avec le Niger nouveau et souverain. Mais Paris doit savoir qu'elle ne peut pas revenir au Niger de la

même manière qu'elle l'a unilatéralement quitté. Selon une parution du journal "MondAfric" du 03 Janvier dernier, le Quai d'Orsay a décidé de "réouvrir" l'ambassade de France au Niger, non pas à Niamey, mais à Paris ! Bien qu'il ait été contraint de déguerpir du Niger honteusement, Sylvain Itté demeure, selon le ministère français des affaires étrangères, ambassadeur de France au Niger avec "résidence à Paris" quelque chose qui ressemble fort à une tragi-comédie. Dans tous les cas, la France a décidé seule de partir du territoire souverain du Niger ; elle ne peut pas à contrario décider seule de revenir (tout bonnement) et occuper la même place avec la même attitude paternaliste. Ça, c'est terminé ! et même s'il lui arrivait de demander à revenir un jour, elle ne sera plus logée dans une enseigne meilleure que les autres pays qui ont une accréditation diplomatique chez nous. L'inévitable et irréversible perte d'influence de la France en Afrique dite francophone, la volonté hégémonique de l'OTAN liée à la nouvelle carte géopolitique et géostratégique qui se dessine avec leur inévitable défaite dans la guerre russo-ukrainienne (ou plutôt la guerre russo-occidentale), la crainte de la perte d'énormes ressources énergétiques et minérales (métaux rares, stratégiques,...) dans la zone sahélienne dite "des trois frontières", les pays occidentaux qui sont aussi dans une tendance de déchéance morale qui frise bien une insulte à nos valeurs culturelles et culturelles sont autant d'éléments qui ont poussé certains pays africains à mettre la France "à la porte". Et c'est justement ce qui trouble le sommeil des français et hante Emmanuel Macron comme un fantôme. La France et tous les autres pays occidentaux n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes !

III – L'Occident dans une tendance de déchéance irréversible et incurable

Tout diagnostic fait, ce qu'on appelle le "Syndrome de Gilles de La Tourette" semble avoir atteint certains responsables des pays occidentaux (c'est d'ailleurs en Amérique du Nord et en Europe Occidentale où la prévalence de

cette maladie est de très loin plus élevée que dans les autres régions du monde). Parfois abrégé sous le sigle SGT, il est un trouble neurologique caractérisé par des tics moteurs et vocaux. Ce syndrome a d'abord été considéré comme une maladie neuropsychiatrique rare et associé à la production de mots obscènes (coprolalie), un symptôme qui n'est toutefois présent que dans une minorité de cas. L'association avec une dépression nerveuse, un trouble de panique, un trouble de déficit de l'attention (avec ou sans hyperactivité), un trouble de phobie, un trouble obsessionnel compulsif ou un trouble somatoforme (caractérisé par de multiples plaintes physiques persistantes qui sont associées à des pensées excessives et inadaptées) est fréquente chez maints dirigeants occidentaux. Les médias font régulièrement état de la "face sombre" de certains hommes politiques (anciennement et/ou actuellement au pouvoir) : la mégalomanie de Donald Trump qualifié de psychopathe, personnalité narcissique ou histrionique, les comportements va-t'en-guerre et sans raison aucune de Georges Bush en Irak, Nicolas Sarkozy qui est le cerveau de l'intervention en Libye et de la mort du colonel Kadhafi (qu'il a lâchement et honteusement trahi), puis de l'éviction en Côte d'Ivoire du président Laurent Gbagbo par la force française Licorne (ces interventions françaises ont toutes deux laissé des traces dans les consciences populaires, et les africains ne pardonneront jamais cela à la France), Barack Obama en Syrie,... des cas de légèreté sexuelle (Sarkozy ; par ailleurs ambitieux-dominant et narcissique compensatoire et François Hollande, qui n'est jamais arrivé à fonder un foyer légitime), des harcèlements sexuels (l'incorrigible Dominique Strauss Kahn ou Denis Beupin, le responsable EELV accusé de harcèlement sexuel, aux paraphilies (le fétichisme de George Tron, qui massait les pieds de ses collaboratrices), des homo sexuels avérés (Le premier responsable luxembourgeois, SE le Premier Ministre, Monsieur ou Madame Xavier Bettel ; lui (elle) et son (sa) partenaire savent qui est

quoi !), l'exhibitionnisme de Robert Rochefort, vice-président du MO-DEM, qui a avoué s'être masturbé dans une grande surface, les abus d'alcool dans les soirées (l'ancien Premier Ministre anglais, Boris Johnson qui en avait fait les frais), certains à l'instar du vieux Biden, frappés d'amnésie et d'incohérence (il tient des discours de menaces de sanctions économiques contre Nicolas Maduro du Venezuela et les Ayatollahs d'Iran et dès le lendemain du déclenchement de la guerre russo-ukrainienne, il leur envoie des délégations pour négocier l'approvisionnement en hydrocarbures... le "pauvre" ne se rappelle certainement pas de ses propos antérieurs !). Le Président François Mitterrand en son temps assurait "Le pouvoir est une drogue qui rend fou quiconque y goûte" ; et c'est aussi la question que se posait Pascal de Sutter dans son livre "Ces fous qui nous gouvernent" paru en 2007. Cet ouvrage explorait l'état de santé physique et psychique des gouvernants et les répercussions sur la gouvernance et la géopolitique mondiale. Nassir Ghaemi, psychiatre américain et professeur au Tufts medical Center à Boston estime pour sa part, que les troubles psychologiques peuvent même servir les hommes de pouvoir dans les périodes de crise. Dans son livre "Une folie de première classe" paru en 2011, il écrit : "Lorsque les temps sont bons et que le vaisseau de l'État n'a besoin que d'aller de l'avant, les gens sains d'esprit sont de bons leaders politiques. Mais en cas de crise et de tumulte, ceux qui sont anormaux mentalement, deviennent les plus grands leaders de la planète". Quoiqu'il en soit, en cette période très tumultueuse du 21ème siècle, ils sont nombreux les responsables politiques des pays qui prétendent diriger le monde à souffrir de troubles psychiques, de volte-face, de déclarations incohérentes et de mensonges. Dans tous les cas, ces malades mentaux (ce n'est pas du tout méchant de le dire) et ces LGBT+, ont investi tous les gros postes de décision en Amérique du Nord, en Europe de l'Ouest, dans le système des Nations

Unies, à l'Union Européenne, etc... Ils sont très fréquents les cas de dérives morales : d'inceste (c'est le cas de cette septuagénaire Première Dame plus âgée que son fiston de mari Président de près d'un quart de siècle !), de pédophilie et même de zoophilie (situation dans laquelle un animal est l'objet de désir sexuel d'un homme), etc... qui font très souvent "la une" des médias (L'Espagne a officiellement dépénalisé les actes sexuels avec les animaux en Février 2023). Voilà encore que ce 10 Janvier 2024, qu'un certain Gabriel Attal (qui vient à peine de se débarrasser de ses dents de lait), membre du groupe Bilderberg, réputé pour son homosexualité affirmée est pistonné par son amant Stéphane Séjourné, conseiller politique du Président Emmanuel Macron, au poste de Premier ministre de la République française (dans ses relations avec Gabriel Attal, Stéphane Séjourné est semble-t-il l'époux). Le lundi 09 janvier 2024 (la veille de la nomination de Gabriel Attal au poste de Premier ministre), sur le plateau de la chaîne LCI, Guillaume Roquette, directeur de la rédaction du "Figaro Magazine", n'a pas pu s'empêcher de laisser entendre que l'homosexualité de Gabriel Attal serait l'une des raisons pour laquelle le choix de Macron a été porté sur sa personne. "L'homosexualité de Gabriel Attal est un élément qu'il ne faut pas négliger pour Macron. L'un de ses leviers, c'est l'émancipation. Attal par ses choix en est un reflet", a-t-il déclaré. Ces propos qui circulaient sur les réseaux sociaux (jusqu'au Niger) ont vite été retirés par la chaîne de télévision. Dans le nouveau gouvernement de Gabriel Attal rendu public le 11 janvier 2024, Stéphane Séjourné se retrouve Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères en remplacement de la très néo-coloniale Cathérine Colonna. Voilà comment et par qui la France d'aujourd'hui est dirigée (par des adolescents pédés) ; un monde (occidental) où les Hommes redeviennent en dessous du règne animal et où l'Être humain se trouve bafoué dans sa qualité et sa dignité de personne humaine ! Ce faisant, les valeurs et cultures américano-euro-

péennes se réduisent à l'acceptation ou non de l'homosexualité et de toutes autres perversions morales. Pour ne prendre que deux (2) autres cas ; en France, le Conseil constitutionnel a validé, le 23 avril 2013, dans les conditions prévues à l'article 61, 2ème alinéa, de la Constitution, de la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels. Tout récemment, certains propos du Pape François ont choqué plus d'un chrétien et ont fait sortir certains prêtres africains de leur réserve pour fustiger cette sortie papale inappropriée. Cette abjection de la part des premiers responsables des "démocraties" occidentales qui se veulent les plus avancées du monde et qui n'hésitent jamais à s'ériger en donneurs de leçons de démocratie et de droit de l'homme. En fait, la démocratie en France n'est qu'une illusion. Aujourd'hui, dans le monde occidental, la sexualité est devenue une exigence de "bonne gouvernance" et de "démocratie", et la tendance vers sa globalisation à travers l'aide publique au développement (derrière laquelle certains pays du Sud courent sans cesse) fait son petit bonhomme de chemin. En effet, nous assistons à des campagnes malsaines et idéologiquement orientées, au point où, l'aide budgétaire et les financements des investissements de plusieurs pays occidentaux sont désormais (sans que cela ne soit écrit formellement) conditionnés par une certaine tolérance de telles dépravations. C'est cela qu'on veut imposer aux africains ; cette Afrique où, même les animaux (les chiens, les ânes,...) observent une certaine pudeur dans leurs comportements sexuels. Comment donc, nous africains, allons-nous continuer à subir le diktat d'hommes sans repère naturel, moral, social et humain ? Cette attitude, est non seulement platelement vouée à l'échec (les courants majoritaires de l'islam, du christianisme, et des valeurs ancestrales africaines ne se plieront au grand jamais sur cette question), mais elle a aussi réveillé un nouveau militantisme, avec des relents de lutte anti-impérialiste, anti-présence militaire française, anti-FCFA,... C'est justement, cette perte

de terrain qui fait l'objet de rejet de l'impérialisme international et du néo-colonialisme français en Afrique dite "francophone".

IV - Le voleur qui crie au voleur !

Que Emmanuel Macron mette les africains en garde contre «l'impérialisme» russe !... cela fait sourire tout homme sérieux. Mais qu'est-ce que l'impérialisme ? "L'impérialisme désigne un processus de contrôle ou de domination d'une entité sur d'autres populations ou territoires. Il est lié à la notion d'Empire, forme d'organisation politique née dans l'Antiquité. Historiquement, l'impérialisme désigne notamment la politique d'expansion militaire des États européens à travers la conquête coloniale". Dans son sens marxiste, l'impérialisme est le partage du monde entre grandes puissances – guide les relations internationales. Reliant expansion territoriale et système de production économique, Vladimir Ilitch Lénine fait de l'impérialisme le stade suprême du capitalisme. Qui, mieux que la France remplit toutes ces conditions ? Il est clair que de tout temps, la France a été et demeure l'incarnation de l'impérialisme international. C'est la seule puissance à avoir en ce 21ème siècle, des colonies néo-africaines dans les océans Atlantique, Indien et Pacifique et des néo-colonies en Afrique. Macron, est-il "amnésique" au point d'oublier tous ces faits ? Lors de sa tournée africaine de juillet 2022, à l'escale de Cotonou, le président français s'en était même pris à des soi-disant impérialisme et colonialisme russes ! Une déclaration qui, 60 ans après les indépendances, paraît très culottée. Alors, en quoi, moi nigérien puis-je accuser la Russie d'impérialisme et/ou de néo-colonialisme ? Qui a pillé et continue à piller nos ressources extractives, agricoles, monétaires depuis plus d'un siècle : est-ce la France ou la Russie ? Soyons quand même sérieux ! Sur fond de dénonciation de "l'impérialisme" russe, le "cauchemar" qui empêche Macron et Jean-Yves Le Drian (l'incarnation, au même titre que Jacques Foccart, du néo-colonialisme français) de dormir, est le groupe russe Wagner. La France officielle est-elle en mesure d'ouvrir les épais dossiers de

ses propres et multiples recours à des mercenaires divers et variés pour accomplir les sales besognes dont l'histoire, peu glorieuse, de la Françafrique est pleine ? Quand les autorités françaises répètent à l'envi que les gouvernements maliens et centrafricains recourent aux "mercenaires" du groupe russe Wagner, il est difficile de ne pas y voir une tentative de décredibilisation de ces pays. Même au sein de l'opinion publique peu au fait de l'histoire des relations internationales, le mot "mercenaire" a une connotation très négative : il évoque des individus sans foi, ni loi, prêts à semer chaos, destruction et mort sur commande (cas de la Libye et de la barbarie djihadiste au Sahel). Et, c'est le cas flagrant de ces barbouzes français au service de l'Elysée, qui ont tristement fait leur "célébrité" dans le mercenariat international et écrit de leur sang des chapitres complets de l'histoire du néo-colonialisme français : Bob Denard, Roger Faulques, "Loulou" Martin, Roger Bruni, François-Xavier Sidos, Jean-Marie Dessalles, Paul Barril, les réseaux Foccart, les réseaux Pasqua (qui sont dans des affaires obscures de tous genres), etc... De fait, tous les présidents de la Vème République ont laissé faire, sinon provoqué des opérations mercenaires : le général de Gaulle puis Georges Pompidou, au Zaïre (Katanga), au Nigeria (Biafra), en Birmanie, M. Valéry Giscard d'Estaing, aux Comores et au Bénin, François Mitterrand, au Tchad, au Gabon, en Angola, au Mozambique. Sous Jacques Chirac, plusieurs opérations ont été "tolérées" : encore au Zaïre (1997), Congo-Brazzaville (1997-1998, 2000), Rwanda (1994), Côte d'Ivoire (2000, 2002), Bosnie-Herzégovine, Croatie, Serbie,.... Triste tableau pour un pays qui se dit, respectueux des droits de l'homme ! Il est très regrettable que la crédibilité du gouvernement français lui-même ne soit pas remise en question lorsqu'il dénonce le recours supposé d'un État tiers aux "mercenaires". Les français, dont le pays dispose d'une des plus grandes industries de mercenariat du monde, doivent avoir un peu de retenue, quand quelqu'un d'autre évoque ce sujet. Donc,

arrêtez de nous distraire... sur les prétendus "mercenaires" de Wagner au Mali ou possiblement au Niger et au Burkina Faso ; ces russes qui perturbent votre plan machiavélique de recolonisation et d'une nouvelle balkanisation de l'Afrique (échec des sécessions au Katanga et au Biafra, il y'a un demi-siècle et aujourd'hui, l'Azawad,...) en mettant en déroute les terroristes qui sèment la mort et la désolation dans le Sahel. Une chose est aujourd'hui plus que sûre ; les nigériens et les populations des pays de l'AES ne courberont pas l'échine face à une quelconque sanction économique de la moribonde CEDEAO, ou une éventuelle agression du bloc franco-CEDEAO. Le Niger d'hier, encore moins celui d'aujourd'hui n'a besoin d'une force étrangère d'où qu'elle vienne et quelle quel soit pour défendre son territoire national. Nos forces armées ont de tout temps relevé le défi de la défense de la patrie. Feu le Président Seyni Kountché (paix à son âme) disait à une occasion "nous nous battons, même avec nos propres mains s'il le faut !". La bataille de la France pour reconquérir le Niger dans son giron néo-colonial est perdue à jamais ... Inch'Allahu !

**Par Mahaman Laouan Gaya,
Ancien Ministre**



Quartier Terminus : RCCM-NI-NIA-1890-
NIF: 46 352/S Tél: +227 96 89 94 84
Email : lenouveaurepublicain@yahoo.com

Directeur de Publication

Amadou. A. Ibrahim : Cel: 99 19 39 87
Email : ibmaiga87@gmail.com

Conseiller

Hama Tchouso : Tél. : 96 26 13 81

Rédaction:

Amadou Ibrahim
Sanda Kouma
Djibril. T

Service Commercial & Publicité:

Tél. : 94 94 63 61

Infographie

DANSOU K. AMEN

Tirage:

8 pages 1.000 exemplaires
sur les presses de La GIN BP: 383 NY

Exploitation et commercialisation de l'or

Un coup de pied dans la fourmilière est nécessaire

L'or, la devise étalon, est une source d'enrichissement d'un Etat. Ce métal précieux, on en trouve sur tout le territoire nigérien. Et pourtant, il entre pour très peu dans le revenu au Niger. Son exploitation aussi bien artisanale qu'industrielle est un véritable panier à crabes. Depuis le début de l'exploitation de ce minerai, personne ne connaît la quantité extraite. Depuis que l'Etat a commencé à délivrer les permis d'exploitation industrielle, jamais les sociétés bénéficiaires n'ont usé de transparence. Plus grave des permis de complaisance ont été délivrés pour être, dans certains cas, retirés face à l'évidente incapacité de ces sociétés d'honorer leurs engagements. D'autres sociétés ont extrait l'or dans un flou artistique. Profitant probablement de la complicité des plus hautes autorités. Ce serait le cas d'une société de droit australien. Il y a aussi eu des



sociétés qui ne sont immatriculés dans aucun pays. A croire que les véritables actionnaires sont des responsables politiques du Niger. Cette exploitation industrielle n'a pratiquement rien apporté au pays en termes de revenus. Alors même que certains de nos voisins font annuellement des recettes de plus de 600 milliards. Un audit de cette activité doit urgemment être fait. Les coupables punis. Depuis 2014, le Niger délivre des permis d'exploitation et de commercialisation dans le domaine artisanal. Là aussi, c'est à la pelle. Et comme il de coutume, depuis

l'arrivée au pouvoir de la renaissance, ces permis sont donnés sur la base de la proximité familiale, partisane. Aucun contrôle de l'utilisation de ces permis. Aucune statistique.

Les seules preuves d'exportation de l'or sont le fait de la société civile qui intervient dans les industries extractives. Principalement les ventes en direction de Dubaï. La partie visible de l'iceberg. Ce réseau de trafic en direction des Emirats Arabes Unis a toujours eu cours. Aussi bien dans l'exploitation industrielle qu'artisanale, les trafiquants ont toujours bénéficié de complicité sur toute la chaîne. De l'octroi des permis à la commercialisation. La découverte, avec la saisie d'une importante quantité d'or à Addis Abeba a permis de découvrir le pot

aux roses des Roses nigériens. Les autorités ont rapidement pris des mesures conservatoires. Tous les agents des forces de sécurité de l'aéroport ont été mutés. Le ministère de Mines a procédé à la suspension de l'octroi de licences d'exploitation et de commercialisation. Il est aussi question dans cette note du ministère des Mines d'une évaluation des droits miniers antérieurement octroyés. Ceux qui reprochent aux autorités de ne point communiquer sur cette affaire sont servis par ces deux mesures conservatoires. Une enquête est aussi ouverte. Le caractère grave de cette affaire nécessite quelque part de la confidentialité. Les présumés auteurs dans cette affaire sont de très gros poissons. Il y a aussi beaucoup d'intervenants pour l'équité, il faut que chacun soit jugé sur ses actes. La précipitation n'a pas sa place.

Modibo

Fonds de solidarité pour la sauvegarde de la patrie

Un instrument qui risque de fléchir à travers l'ordonnance N° 2023-18 du 21/12/23

Juste quelques jours après le coup d'Etat du 26 juillet, pour une question de soutien aux autorités nouvelles afin de leur permettre de mener à bien leur mission, une institution a été créée par ordonnance N° 2023-13 du 11/10/23 portant création d'un fond de solidarité pour la sauvegarde de la patrie. Cette ordonnance faut-il le souligner, a été appréciée par nos concitoyens et ce, au vu de la nécessité d'accompagner le CNSP qui assure une transition difficile surtout avec ces sanctions qui pèsent sur notre pays. Depuis cette prise de conscience, le FSSP ne fait que recevoir des donations venant de plusieurs personnes et de diverses natures.

Dans l'ensemble, les citoyens nigériens ont apprécié ladite initiative et d'ailleurs leurs faits et gestes en la matière témoignent valablement des efforts qu'ils ne cessent d'apporter à ce niveau. A l'allure où vont les choses, on peut sans risque de nous tromper dire que le FSSP est un instrument qui est au service de la Nation ; une Nation qui a été démolie pendant plus d'une décennie et qui mérite en réalité



d'être soutenue au vu des situations de l'heure. Toujours dans le même cadre, une autre ordonnance a été créée conformément à l'ordonnance N° 2023-18 du 21/12/23 modifiant et complétant l'ordonnance N° 2023-13 du 11/10/2023. Notons que l'ordonnance suivante notamment complémentaire, institue un prélèvement automatique de 10F sur chaque appel à partir de 12f et sur chaque activation de forfait supérieur à 2000f afin de contribuer de manière forte et soutenue à la sauvegarde de la Patrie à compter du 25 janvier 2024.

C'est justement à ce niveau que les nigériens dans leur majorité

s'inquiètent quant à l'avenir des fonds qui seront issues de cette collecte. Car, ce n'est pas qu'ils sont contre mais ils estiment que cette seconde initiative risque de profiter aux compagnies de téléphones mobiles comme, ce fut au cas d'Issoufou Mahamadou, où les mêmes compagnies à travers les pouvoirs publics ont soutiré de l'argent aux abonnés soit disant pour venir en aide aux FDS. L'on se rappelle encore comme si c'était hier que ces fonds qui avaient été mobilisés à cette occasion tourneraient autour de 4 milliards de Francs. Où sont-ils allés ? Le Ministre en charge de la question à ladite époque est mieux placé pour nous répondre. Car, en

réalité ces derniers n'ont aucunement profité aux concernés.

De ce fait, vous conviendrez avec moi que l'inquiétude soulevée par les uns et les autres est tout à fait logique. Et les concitoyens auraient voulu que même si de telles initiatives devaient être prises, il faille au préalable demander l'avis du concerné autrement dit de l'abonné en ce qui concerne sa part de cotisation. Lui amputer ces 10 f sans son consentement, comment appelle-t-on cela ? La réponse à ladite question mérite alors de revoir le stratagème ou simplement et discrètement demander à l'abonné d'accepter à travers une procédure de validation, s'il est pour le soutien ou pas. En somme, si nous nous permettons de nous prononcer sur ledit sujet, c'est justement pour éviter au FSSP de fléchir à travers cette nouvelle donne car, d'ores et déjà, il y a certains abonnés qui ne cachent pas leur désaccord face à cette seconde ordonnance qu'ils qualifieraient "d'arnaque".

Amadou. I

CANAL+

CAN

**▶ TOUT ◀
POUR LA
CAN!**

**LE KIT SIMPLE
7500 F***

~~8500 F~~



+



+

**1 MOIS
ACCESS**

**LE KIT COMPLET
12500 F***

~~15500 F~~



+



+



+

**1 MOIS
ACCESS**

**POUR TOUT REABONNEMENT
A LA FORMULE HABITUELLE JUSQU'A**

15 JOURS
OFFERTS
A TOUT CANAL+**

TOUS LES MATCHS, TOUTE L'EXPERTISE CANAL+



CAF 
**COUPE D'AFRIQUE
DES NATIONS
CÔTE D'IVOIRE 23**

*Offre valable du 09/01 au 06/02/2024 dans la limite des stocks disponibles pour tout nouvel abonnement à partir de la formule ACCESS avec ou sans PARABOLE. Prix TTC maximum conseillé. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé.

**Offre valable du 9 au 31 janvier 2024. 15 jours offerts à TOUT CANAL à condition de maintenir votre formule habituelle. La formule Bienvenue est exclue.

